

[Texte]

critical issue relating to it, one that I could not address solely. It is one that I think the unions have to address and management and others, both in the provincial context and the federal context. But I was not going to delay what I hoped would be a helpful solution simply to try to unravel that very complicated problem.

As for the question of technological change, which we have discussed before, I think the government is taking leadership in this issue. We have clearly put forward a paper—for budget debates—which set out the strategy, analysed the situation and have referred it to this committee for discussion and debate. The opportunity for all sectors of the economy to become involved in it is quite clear, because no one level of government itself can solve the problem. It is going to have to be done in a co-operative way, in a way that will take some time, because it is not an easy solution, it is a complicated, complex one.

I would remind you that the improvements we have made to work-sharing today are not just limited to the question of permanent lay-offs. We can provide training under the 26-week program, so that workers have that period as well in which to be retrained. We do have the National Training Act, we have the Manpower Consultative Services Program, which has now signed something like 400, 500 agreements across the country in the last year dealing with exactly that kind of problem. There are a number of initiatives that we are taking, Mr. Chairman, to come to grips with it.

We agree with Mr. Keeper, up to this point in time no one has yet found the magic blueprint, which covers all bases in all ways. I think we are working towards that. We certainly recognize it as a difficulty. I am hoping that this kind of initiative that we have taken will give us a very clear direction as to where we should proceed.

**Mr. Keeper:** I wonder, Mr. Chairman, whether the minister could be a little firmer with regard to his comments with regard to premiums. You indicate that over the past year the premium increase has been small. Are you prepared to make a commitment to this committee that premiums will not be increased during this year and over the forthcoming year as a result of the fact that you are funding this kind of program out of premiums, rather than out of the general revenue?

**Mr. Axworthy:** I think I have answered that question before, Mr. Chairman. I indicated that we wait until about the third quarter of every year before we start assessing potential premium increases or premium reductions, as the case may be. That is built upon both the estimate of what the past and current state of the fund is and also what the forecast for the future will be. I think a far more critical factor than the relatively small amount that we are putting into work-sharing would be the calculation of what we see the overall state of the economy to be in 1983-1984 and how we would want to adjust the UI system over a period of time to reduce its deficit and be

[Traduction]

que cette question comporte des éléments critiques que je ne peux pas régler seul. C'est une question qui devra être négociée entre les syndicats, les administrateurs et les autres, tant dans le contexte provincial que fédéral. Mais je n'allais pas retarder l'adoption de ce qui me semble être une solution intéressante tout simplement pour pouvoir débattre ce problème très complexe.

Pour ce qui est de la question de l'évolution technologique dont nous avons discuté, je pense que le gouvernement est en train de donner l'exemple. Nous avons préparé un document—en prévision des débats sur le budget—dans lequel nous esquissons la stratégie et analysons la situation. Nous avons renvoyé ce document devant le Comité pour qu'il puisse en discuter. Il est clair qu'il faut que tous les secteurs de l'économie aient la possibilité de participer, car aucun palier de gouvernement ne saurait à lui seul régler le problème. Il faudra que cela se fasse en collaboration, mais cela demandera du temps, car c'est une question fort complexe.

Je vous rappellerai, par ailleurs, que les améliorations que nous avons apportées au programme de travail partagé ne se limitent pas uniquement aux mises à pied permanentes. Nous pouvons fournir des possibilités de formation dans le cadre du programme de 26 semaines; ainsi, les travailleurs disposent de cette période de temps également pour le recyclage. Nous avons la Loi nationale sur la formation, nous avons le Programme de service de consultation en matière de main-d'oeuvre, dont les responsables ont signé 400 ou 500 accords de par le pays au cours de la dernière année, en vue justement de régler ce genre de problème. Ce sont là, monsieur le président, des exemples des initiatives que nous avons prises pour essayer de corriger la situation.

Mais nous sommes d'accord avec M. Keeper pour dire que personne n'a encore trouvé la formule magique qui couvrira tous les cas, dans toutes les circonstances. Mais c'est ce but que nous visons. Nous reconnaissons que c'est un problème. Mais j'espère que le genre d'initiative que nous avons prise tracera clairement la voie que nous devons suivre.

**M. Keeper:** Je me demande, monsieur le président, si le ministre ne pourrait pas être un peu plus ferme quant à ses commentaires au sujet des primes. Vous avez dit que l'augmentation des primes au cours de la dernière année a été très faible. Êtes-vous prêt à vous engager devant le Comité à ne pas augmenter les primes pendant l'année en cours et l'année suivante parce que vous aurez à financer ce genre de programme grâce aux primes plutôt qu'aux revenus généraux du gouvernement?

**M. Axworthy:** Je pense avoir déjà répondu à cette question, monsieur le président. J'ai dit que chaque année nous attendons le troisième trimestre pour commencer à étudier la possibilité de diminuer ou d'augmenter les primes, selon le cas. Notre décision est fondée sur les résultats constatés, sur l'état actuel du fonds et sur les prévisions pour l'avenir. Un facteur beaucoup plus critique que le montant relativement faible que nous consacrons au travail partagé sur la détermination de ce que serait la conjoncture générale en 1983-1984 et le choix de la façon dont nous voudrions rajuster le système d'assurance-chômage pendant une période de temps donnée en vue de